



## **MOBILISATION EXCEPTIONNELLE EN GUYANE**

La mobilisation exceptionnelle en Guyane, depuis le 24 novembre 2008, sur la revendication d'une baisse de 50 centimes des prix des carburants qui a atteint des niveaux records, 1,77euros le litre de sans plomb et 1, 55 euros le litre de gazole depuis le 1er novembre 2008, est d'abord l'expression d'une demande sociale de la population guyanaise qui voit son pouvoir d'achat se dégrader.

Cette revendication est désormais populaire, parce qu'elle est partagée par toutes les composantes et les secteurs de la population guyanaise, socioprofessionnels et salariés, à l'échelle du territoire.

Les sacrifices qu'endure la population, dans le cadre de cette mobilisation extraordinaire et inédite en Guyane, témoignent de leur détermination à faire cesser une situation insupportable liée à la hausse généralisée des prix en Guyane.

Cette situation de hausse des prix des carburants résulte d'une décision de changement d'approvisionnement par la SARA consécutive à une décision du tribunal de Cayenne, en novembre 2006, qui a donné lieu à une augmentation, présentée par les pétroliers, de 30 centimes, due à un prétendu déficit lié aux charges de mise aux normes et de transport des carburants.

Le préfet a décidé, de lisser cette hausse, sans véritable concertation en amont avec les collectivités qui interviennent dans la structure des couts. Il est utile de rappeler que pas un seul centime de cette hausse n'ira aux collectivités locales, la totalité de la hausse tombera dans les poches de la SARA et des ses actionnaires, qui aurait reçu un prêt de 19 millions répercuté sur le prix des carburants.

Au risque de faire exploser le pacte social, les collectivités publiques, au premier rang desquelles figure l'Etat, doivent aborder le traitement de cette demande sur la base du respect de la population, dans la transparence et une relation franche.

L'Etat, pour sa part, dès le début de cette crise, en mai 2007, s'est engagé dans une campagne de dénigrement des collectivités locales de Guyane, et de la Région en particulier, et cherche par tous les moyens à développer une stratégie d'affrontement qui vise à monter les guyanais les uns contre les autres en assenant des contre vérités et en prenant des postures inacceptables.

Les guyanais attendent de l'Etat des mesures positives et de la transparence, le langage de la vérité.

Ainsi,

- accréditer la thèse que la part de la région représente 30 % du prix à la pompe est un mensonge, quand il est vérifié qu'elle représente 17,37 % (soit 1,14 % pour l'octroi de mer régional- 0,021 centimes- et 16,22 % pour la part taxe spéciale sur la consommation de la région Guyane, soit 0,29% centimes).
- déclarer que la Région Réunion a consenti un effort de 10 à 15 centimes sur le prix à la pompe est une contre vérité, quand on sait que la région Réunion a prélevé 2,5 millions sur le bénéfice de l'octroi de mer régional qui sera versé sous forme de subvention aux transporteurs dans un contexte de tension de la commande publique du à un renchérissement du prix des carburants.

- indiquer que l'Etat ne dispose pas de marge de manœuvre, quand on sait qu'il est seul habilité à fixer le prix des produits pétroliers relève de la démagogie.

L'Etat ne peut pas reconnaître, dénoncer des profits considérables réalisées par les pétroliers dans l'opacité la plus totale, proposer une mission de l'inspection des finances sur la remise à plat du système de la formation du prix, et la traque de la spéculation (comme le déclare le Secrétaire d'Etat JEGO - France Guyane du 27.11.08) et s'exonérer de sa responsabilité en ciblant la région Guyane.

Il faut que cela cesse. Au moment où les guyanais connaissent des problèmes de pouvoir d'achat, les pétroliers se gavent, leur bénéfice étant passé de 5 millions d'euros en 2005 à 50 millions d'euros en 2007.

- vouloir associer les seuls socio professionnels à la remise à plat du système de la formation des prix (France Guyane du 27.11.08) relève d'une posture politicienne et vise des objectifs politiques, quand on sait que les collectivités sont partie prenantes à hauteur de 30 % dans la structure des prix des carburants et les socio professionnels, à travers la CCIG, ne représentent que 0,14 %.

Cette stratégie de l'affrontement est contre productive, car elle conduit à attiser l'exaspération de la population qui attend de l'Etat des mesures positives et de la transparence.

- demander aux collectivités de renoncer à des recettes, et donc délibérément paupériser la Guyane, car elles seront conduit pour équilibrer ces pertes de recettes à réduire les activités financés par le produit de la TSC (voiries, routes, transports scolaires, SMTC, desserte aérienne intérieure, chantiers publics..) à créer de nouvelles crises dans le BTP et le secteur des transports, sans compter les répercussions sur la récession, le chômage relève de l'indécence et frise l'irrespect.

- Ne pas obtenir des réponses précises sur les dépenses induites par la mise aux normes des carburants en Guyane, et l'utilisation effective des 19 millions accordés à la SARA relève du mépris.

Les solutions existent.

Depuis plusieurs années, les bénéfices des compagnies pétroliers et de la SARA ne cessent d'augmenter considérablement sur le dos des consommateurs pour atteindre des niveaux record. Cette situation conduit à un enrichissement exceptionnel des pétroliers.

Pire, les élus de Guyane n'ont toujours pas de réponses à leur demande sur le cout réel (19 millions d'euros) de la mise aux normes des carburants, et sur l'absence de répercussions à la baissé des prix du baril de pétrole qui atteint 60 %.

Les guyanais ont payé la spéculation.

Il faut aujourd'hui placer au centre des discussions, sans écarter le recours aux tribunaux, le comportement des pétroliers, qui à l'instar des banques faire toute la lumière sur les comportements spéculatifs des pétroliers.

Il faut également remettre à plat le système de la formation des prix à plat, pour que l'Etat joue mieux son rôle de contrôleur de superviseur, et que les parties prenantes dans la structure des prix soient également consulté en amont en non pas seulement quand des problèmes se posent.

La baisse de 50 centimes est donc légitime, parce qu'elle est désormais l'expression du peuple guyanais et de l'ensemble des élus de Guyane. Ceux qui sont la cause de cette baisse doivent assumer leur responsabilité de cette crise sociale.

Ceux qui prétendent le contraire, et renvoient les collectivités locales et l'Etat et les pétroliers à leur responsabilité prennent objectivement le parti des pétroliers et de la spéculation.

Les collectivités n'ont pas d'effort à faire dans une situation dont ils ne sont pas comptables. La population, qui a compris l'enjeu de la proposition du Gouvernement de plomber un peu plus les finances des collectivités, a massivement dit non.

Nous attendons de l'Etat qu'en plus des 30 centimes qu'il fasse l'effort supplémentaire de 20 centimes demandé par la population.

**Antoine KARAM**  
Président de Région